



LETTRE OUVERTE AUX REPRÉSENTANTS LYONNAIS DES SALARIÉS ET DES ÉTUDIANTS

Ne devenons pas les adversaires d'un combat que nous partageons.

Mesdames, Messieurs,
Représentants des salariés et des étudiants lyonnais,

Qui peut aujourd'hui contester qu'il devient de plus en plus difficile de vivre dignement de son travail ?

Qui peut ignorer la colère de celles et ceux qui travaillent, étudient, entreprennent, mais peinent malgré tout à boucler leurs fins de mois ? Qui peut rester indifférent à la hausse du coût de la vie, à la perte de pouvoir d'achat et au sentiment grandissant de ne plus parvenir à vivre de ses efforts ? Qui peut rester insensible aux conditions d'études de nombreux étudiants, qui manquent de moyens pour se loger, se nourrir et étudier dignement, avec les mêmes chances de réussite pour tous ?

À l'UMIH du Rhône, nous ne contestons ni ces difficultés ni la légitimité de ces préoccupations. Nous les entendons. Et nous savons qu'elles ne concernent pas une seule catégorie de la population.

Étudiants, salariés, indépendants, commerçants, restaurateurs : nous ne vivons pas tous la même réalité, mais nous faisons face à des difficultés qui se rejoignent.

Dans nos cafés, nos hôtels, nos restaurants, nos discothèques et nos entreprises de traiteur, cela fait quatre ans que les professionnels se battent pour maintenir leur activité à flot. Ils encaissent la hausse des matières premières, de l'énergie, des loyers et des charges, tout en faisant face à des clients dont le pouvoir d'achat s'érode. Derrière leurs établissements, il y a des femmes et des hommes, des salariés, des familles, des emplois et souvent toute une vie de travail.

Certains de ces chefs d'entreprise travaillent sans compter leurs heures et prennent des risques chaque jour sans avoir la certitude de pouvoir se rémunérer correctement. **Eux aussi veulent vivre dignement de leur travail. Eux aussi ont le sentiment que l'équilibre devient de plus en plus difficile à tenir.**

Selon une enquête menée par l'UMIH du Rhône auprès de ses adhérents, les événements des deux dernières semaines ont entraîné une perte de chiffre d'affaires supérieure à

50 % pour près de 30 % des répondants, par rapport aux deux premières semaines d'octobre.

Alors, au nom de quoi devrions-nous nous opposer ?

Au nom de quoi les uns devraient-ils empêcher les autres de travailler, lorsque tous dénoncent, au fond, une même difficulté : celle de vivre dignement de leur travail ?

Nous devons nous garder de nous tromper de cible. Les cafés, les restaurants, les hôtels et les commerces ne sont pas les responsables de la vie chère. Ils en subissent eux aussi les conséquences. Fragiliser ces entreprises, bloquer leur activité ou détruire leur outil de travail ne corrige pas les déséquilibres économiques. Cela ajoute de la difficulté à la difficulté, de la précarité à la précarité, et parfois condamne des emplois que nous devrions tous chercher à préserver.

Lorsqu'un pays se retrouve pris en otage par une succession de blocages et de tensions, le risque est immense : celui de voir un message de départ légitime disparaître derrière les conséquences des modes d'action employés. Les violences, les pillages et les dégradations ne font pas avancer le pouvoir d'achat. Ils peuvent au contraire détourner l'attention des revendications et laisser derrière eux des professionnels encore plus fragilisés.

Nous ne disons pas cela pour opposer les commerçants aux étudiants, les entrepreneurs aux salariés ou ceux qui manifestent à ceux qui ne manifestent pas. Nous le disons précisément parce que nous refusons cette opposition.

Nous ne sommes pas des adversaires. Nous risquons de le devenir si nous laissons nos difficultés respectives nous dresser les uns contre les autres.

La colère peut être légitime. Le besoin de se faire entendre aussi. Mais la manière de porter un message compte autant que le message lui-même. Faire évoluer les modes de mobilisation, privilégier des actions pacifiques et organisées, définir des périmètres permettant aux revendications de s'exprimer sans exposer les entreprises et leurs salariés : ce n'est pas renoncer. C'est donner à son combat davantage de force, de crédibilité et de chances d'aboutir.

Nous sommes convaincus qu'il existe une autre voie que celle de l'affrontement. Une voie qui commence par la rencontre, l'écoute et le dialogue. Une voie où l'on prend le temps de confronter les réalités, de comprendre les difficultés de chacun et de rechercher des propositions concrètes à porter collectivement auprès des pouvoirs publics.

C'est pourquoi l'UMIH du Rhône vous propose officiellement d'ouvrir un espace de dialogue entre les représentants lyonnais des Gilets jaunes, des étudiants, du CHRD et des représentants économiques du Rhône.

Nous vous invitons à nous rencontrer, sans préalable et sans volonté de donner des leçons. Nous ne prétendons pas détenir toutes les réponses. Nous voulons simplement mettre autour de la même table des femmes et des hommes qui, malgré leurs différences, ont un intérêt commun : pouvoir vivre de leur travail, préserver leur avenir et faire entendre leurs préoccupations.

Nous pouvons débattre de nos désaccords. Nous pouvons avoir des parcours, des priorités et des moyens d'action différents. Mais nous pouvons aussi chercher ensemble ce qui nous rassemble, identifier des solutions et porter des propositions communes, sans que les uns aient à sacrifier les autres pour être entendus.

Lyon ne doit pas devenir le terrain où s'affrontent celles et ceux qui subissent les mêmes difficultés. Elle peut devenir le lieu où ils se rencontrent pour chercher des réponses.

Nous sommes du même côté sur le constat. Ne devenons pas adversaires dans nos moyens d'action.

Nous vous tendons la main. Non pour faire taire la colère, mais pour lui donner une perspective. Non pour renoncer aux revendications, mais pour leur permettre d'aboutir. Non pour nier nos différences, mais pour faire de nos réalités partagées le point de départ d'un dialogue utile.

Parce qu'encore une fois au bout du compte, derrière chaque revendication, chaque établissement, chaque manifestation et chaque difficulté financière, il y a des personnes qui veulent la même chose : pouvoir vivre dignement de leur travail et envisager l'avenir sans craindre de tout perdre.

Ne nous faisons pas payer les uns aux autres une crise que nous dénonçons ensemble. Asseyons-nous autour de la même table et cherchons des solutions.

C'est dans cet esprit de responsabilité, de respect et de solidarité que l'UMIH du Rhône souhaite aujourd'hui engager ce dialogue.

L'UMIH DU RHONE